

Décembre 2013



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

COMMISSION DES STATISTIQUES AGRICOLES POUR L'AFRIQUE

Vingt troisième Session

Rabat, Maroc, 4 – 7 décembre 2013

L'ÉTAT DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LE MONDE 2013: UN APERCU

La sous alimentation à travers le monde

Les toutes dernières estimations de la FAO indiquent que sur le plan mondial, 842 millions de personnes – 12 pourcent de la population mondiale – ont été incapables de satisfaire à leurs besoins énergétiques alimentaires en 2011–13, une baisse des 868 millions signalés pour la période 2010–12. Ainsi, environ une personne sur huit dans le monde aurait souffert de la faim chronique, n'ayant pas assez de nourritures pour mener une vie active et saine. La grande majorité de personnes affamées – 827 millions – vivent dans les régions en développement, où la prévalence de la sous alimentation est aujourd'hui estimée à 14,3 pourcent.

Tandis que le nombre de personnes sous alimentées n'a cessé de baisser, le taux de progrès semble insuffisant pour permettre d'atteindre les objectifs internationaux de réduction de la faim dans les régions en développement: l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation de 1996 qui est de réduire de moitié le nombre de personnes affamées en 2015, et l'Objectif du millénaire pour le développement (OMD) 2001 sur la faim, qui vise à réduire de moitié la proportion de personnes affamées au sein de la population mondiale en l'an 2015.

L'objectif du Sommet mondial de l'alimentation est le plus ambitieux de tous, et semble être hors de portée. L'objectif de l'OMD dans les régions en développement (12 pourcent) n'est que légèrement plus faible que les 13 pourcent qui seront atteints en 2015, si les précédentes tendances continuent, et peuvent toujours être réalisées pourvu que des efforts supplémentaires soient faits pour réduire la faim à travers l'amélioration des filets de sécurité et l'investissement en agriculture, afin de répondre immédiatement aussi bien aux besoins et soutenir des progrès à long terme.

Alors que sur le plan mondial il y a eu une réduction générale du nombre de personnes sous alimentées entre 1990–92 et 2011–13, différents taux de progrès à travers les régions ont conduit à des changements dans la répartition des personnes sous alimentées dans le monde. La majorité des personnes sous alimentées du monde se trouve en Asie du Sud, suivi étroitement par l'Afrique subsaharienne et l'Asie Orientale. La part régionale des sous alimentés a baissé beaucoup plus en

Asie Orientale et en Asie du Sud-Est. Toutefois, elle a augmenté en Asie du Sud, en Afrique subsaharienne et en Asie Occidentale et en Afrique du Nord.

L'Afrique demeure la région avec la plus forte prévalence de sous alimentation, avec plus d'une personne sur cinq considérée comme sous alimentée. Les niveaux et les tendances en matière de sous alimentation diffèrent sur le continent. Bien que l'Afrique subsaharienne enregistre le niveau de sous alimentation le plus élevé, des améliorations ont été constatées au cours des deux dernières décennies, avec une baisse de la prévalence de la sous alimentation de 32,7 pourcent à 24,8 pourcent. Par contraste, l'Afrique du Nord est caractérisée par une prévalence de sous alimentation beaucoup plus faible. En général, la région n'est pas en voie de réaliser l'objectif de réduction de la faim de l'OMD, une situation qui reflète le peu de progrès réalisé dans les deux régions du continent.

Le nombre tout comme la proportion de personnes sous alimentées ont baissé de manière significative dans la plupart des pays asiatiques, surtout en Asie du Sud-Est, mais les progrès en Asie du Sud ont été lents, particulièrement en termes de nombre de personnes sous alimentées. La prévalence de la sous alimentation est beaucoup plus faible en Asie de l'Ouest que dans d'autres parties de la région mais a progressivement augmenté depuis 1990–92. Toutefois le progrès le plus rapide a été réalisé en Asie du Sud-Est avec 31,1 à 10,7 pourcent suivie de l'Asie de l'Est. La région asiatique dans son ensemble est presque bien partie pour réaliser l'objectif de réduction de la faim de l'OMD. Cet objectif est déjà atteint dans le Caucase et en Asie Centrale, en Asie de l'Est et en Asie du Su-Est, tandis qu'il est presque atteint en Amérique Latine et dans les Caraïbes.

Mesurer les dimensions multiples de la sécurité alimentaire

La prévalence de la sous alimentation est une mesure de privation d'énergie alimentaire et en tant qu'indicateur autonome, ne peut enregistrer la complexité et la pluridimensionnalité de la sécurité alimentaire. L'édition de *l'Etat de l'insécurité alimentaire dans le monde* de cette année présente et analyse une série d'indicateurs qui décrivent les quatre dimensions de la sécurité alimentaire: disponibilité de la nourriture, accès économique et physique à la nourriture, utilisation des denrées et stabilité de l'offre alimentaire à long terme.

Disponibilité alimentaire: pendant les deux dernières décennies, les fournitures alimentaires ont connu une augmentation plus rapide que les populations dans les régions en développement, un phénomène qui augmente la disponibilité des aliments par personne. *L'apport énergétique moyen adéquat* – fourniture d'énergie alimentaire comme pourcentage de la moyenne des besoins énergétiques alimentaires – a augmenté de près de 10 pourcent au cours des deux dernières décennies dans l'ensemble des régions en développement. Les améliorations en termes économique permettant *l'accès à la nourriture* se sont reflétées dans la réduction des taux de pauvreté, qui ont connu un déclin de 47 pourcent à 24 pourcent entre 1990 et 2008 dans l'ensemble des régions en développement. L'accès économique à la nourriture, en termes du prix des aliments et de pouvoir d'achat des personnes, a connu des fluctuations au cours de ces dernières années.

Les indicateurs du résultat de *l'utilisation des denrées* indiquent l'impact de l'insuffisance de la consommation alimentaire et d'une mauvaise santé. La *maigreur*, par exemple est le résultat de l'insuffisance à court terme de la consommation alimentaire, une maladie ou une infection, tandis que le *retard de croissance* est souvent provoqué par une insuffisance prolongée d'alimentation, des épisodes d'infections répétées et/ou des épisodes de graves malnutritions répétées. Les taux de prévalence du retard de croissance et d'*insuffisance pondérale* chez les enfants de moins de cinq ans ont baissé depuis 1990 dans toutes les régions, indiquant ainsi l'amélioration de la nutrition qui

résulte d'un meilleur accès à la nourriture et de la disponibilité de cette dernière, bien que les progrès soient variés à travers la région.

Pour ce qui est de la *vulnérabilité à l'insécurité alimentaire*, des données nouvellement disponibles, indiquent que les changements survenus au niveau des prix sur les marchés internationaux des produits de base ont eu peu d'impacts sur les prix à la consommation contrairement à ce qui avait été supposé. Les fournitures alimentaires ont aussi connu ces dernières années des variabilités largement inhabituelles, reflétant ainsi la fréquence soutenue d'événements extrêmes tels que les sécheresses et les inondations, mais la consommation a moins varié que la production et les prix. Néanmoins, les petits exploitants, les éleveurs et les pauvres consommateurs restent particulièrement vulnérables.

Dimensions de la sécurité alimentaire au niveau national

Malgré le fait que l'objectif OMD visant l'élimination de la faim en 2015 reste à portée, le progrès jusqu'ici réalisé n'est pas équitable et plusieurs pays risquent de ne pas atteindre cet objectif. Les pays qui ont connu des conflits durant les deux dernières décennies passées sont plus susceptibles de connaître d'importants revers dans la réduction de la faim. Les pays enclavés sont confrontés à des défis constants à vouloir accéder aux marchés internationaux, alors que les pays disposant de d'infrastructures inadéquates et de faibles institutions feront face à de nouvelles contraintes.

Le rapport de cette année a examiné de façon plus détaillé le cas de six pays – le Bangladesh, le Ghana, le Népal, le Nicaragua, le Tajikistan et l'Ouganda –, et rend plus compliquée une situation mélangée de progrès et de revers. Le Bangladesh, le Ghana le Nicaragua ont tous réussi à réduire de moitié la prévalence de la sous alimentation depuis le début des années 90. Une combinaison de facteurs a contribué à cette réalisation, tels qu'une croissance économique robuste durant des décennies, un commerce plus libéralisé, et pour les cas du Ghana et du Nicaragua, une stabilité politique et des conditions favorables du marché international caractérisé par des prix à l'exportation élevés. Mais au-delà de tout, c'était l'engagement des gouvernements successifs au développement rural à long terme et à la réduction de la pauvreté qui a donné forme aux dynamiques de changement.

Le Népal a connu une période de conflit et d'incertitude politique prolongée qui a affaibli l'efficacité de ses institutions à produire des denrées alimentaires et à améliorer l'accès à ces dernières. Néanmoins, le pays semble être sur la voie de réaliser l'objectif d'élimination de la faim OMD en 2015. Le Tajikistan et l'Ouganda, ne semblent toutefois pas pouvoir atteindre cet objectif. En effet, le Tajikistan, pays enclavé, doté d'infrastructures en mauvais état et ayant poursuivi une réforme foncière inachevée connaît une faible croissance en termes de productivité agricole et des revenus, mais cette situation a dans une certaine mesure été compensée par les rentrées des transferts d'argent des migrants. L'Ouganda, pays avec l'un des taux de croissance démographique les plus élevés dans le monde, est confronté à une faible croissance de productivité agricole, et une grande partie de la population vit dans une pauvreté extrême.

Mises ensemble, les expériences de ces pays démontrent l'importance des politiques d'intervention en faveur de la protection sociale et de renforcement de la nutrition en vue d'augmenter la productivité agricole et le développement rural, et celle d'avoir diverses sources de revenu et l'engagement à long terme d'intégrer dans les politiques et programmes publics les besoins de sécurité alimentaire et de nutrition.

Principaux messages à retenir

- Entre 2011–13, il a été estimé qu'un nombre total de 842 millions de personnes dans le monde, soit environ une personne sur huit souffrent d'une faim chronique, ne disposent pas régulièrement d'assez de nourriture pour mener une vie active. Ce chiffre est plus faible que les 868 millions signalés par rapport à la période 2010–12. Le nombre total de personnes sous alimentées a baissé de 17 pourcent depuis 1990–92.
- Les régions en développement dans l'ensemble ont connu des progrès significatifs vers la réalisation de l'objectif 1 de l'OMD destiné à la réduction de la faim. Si le déclin annuel moyen des 21 années passées continue jusqu'en 2015, la prévalence de la sous alimentation atteindra un niveau proche de l'objectif. Atteindre cet objectif nécessitera des efforts complémentaires considérables et immédiats.
- La croissance peut faire augmenter les revenus et réduire la faim, mais une croissance économique plus élevée ne pourra profiter à tout le monde. Elle ne pourrait pas conduire à de nombreux et meilleurs emplois pour tous, à moins d'initier des politiques qui ciblent spécifiquement les pauvres, surtout ceux des milieux ruraux. Dans les pays pauvres, la réduction de la faim et de la pauvreté ne sera réalisée qu'avec la croissance qui non seulement doit être soutenue, mais aussi largement partagée.
- Malgré le constat d'un progrès général, il existe toujours des différences marquées entre les régions. L'Afrique subsaharienne demeure la région où le taux de prévalence de la sous alimentation est le plus élevé, néanmoins elle a connu un modeste progrès au cours des dernières années. L'Asie de l'Ouest ne donne aucun signe de progrès, tandis que l'Asie du Sud et l'Afrique du Nord font preuve de progrès lents. Des réductions significatives aussi bien par rapport au nombre estimé qu'à la prévalence de la sous alimentation ont été enregistrées dans la plupart des pays de l'Asie de l'Est et du Sud, tout comme en Amérique Latine.
- La sécurité alimentaire est une condition complexe. Ses dimensions – disponibilité, accès, utilisation et stabilité – sont mieux comprises lorsqu'elles sont présentées à travers une série d'indicateurs.
- La sous alimentation et la sous nutrition coexistent dans la majorité de pays. Cependant dans certains pays, les taux de sous nutrition, comme indiqué par la proportion d'enfants souffrant de retard de croissance, sont considérablement élevés que la prévalence de la sous alimentation, tel qu'indiqué par l'insuffisance d'apport d'énergie alimentaire. Dans ces pays, des interventions d'amélioration de la nutrition sont essentielles pour améliorer les aspects nutritionnels de la sécurité alimentaire. Ces améliorations nécessitent un éventail d'interventions en matière de sécurité alimentaire et de renforcement de la nutrition dans les secteurs de l'agriculture, de la santé, de l'hygiène, de l'approvisionnement d'eau et de l'éducation, en ayant particulièrement pour cible les femmes.
- Les politiques destinées à renforcer la production agricole et à augmenter la disponibilité des aliments, surtout lorsque les petits exploitants sont ciblés, peuvent permettre d'atteindre la réduction de la faim, même dans les milieux où la faim est largement répandue. Lorsque ces politiques sont associées aux mesures de protection sociale et bien d'autres qui favorisent l'augmentation des revenus des familles pauvres pour leur permettre d'acheter des denrées alimentaires, elles peuvent avoir des effets même plus positifs et susciter le développement rural par la création de marchés dynamiques ainsi que des opportunités d'emploi, tout en rendant la croissance économique équitable.

- Les transferts de fonds, qui sur le plan mondial sont devenus trois fois plus importants que l'assistance officielle au développement, ont eu des impacts significatifs sur la pauvreté et la sécurité alimentaire. Ce rapport suggère que les transferts de fonds peuvent aider à réduire la pauvreté qui conduira ensuite à la réduction de la faim, à de meilleurs régimes alimentaires et, avec l'adoption de politiques appropriées, aidera au renforcement des investissements au niveau des exploitations.
- Un engagement à long terme pour une intégration des besoins de sécurité alimentaire et de nutrition aux politiques et programmes s'avère important pour la réduction de la faim. Afin d'assurer des réductions majeures en matière de pauvreté et de sous-alimentation, il s'avère important d'accorder une priorité à la sécurité alimentaire et à l'agriculture sur l'agenda de développement, à travers des réformes globales, des améliorations au climat d'investissement, le tout soutenu par des mesures de protection sociale.